

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 Chartres

Chartres, le 06/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PACCOR (ex COVERIS)**

6 route de Roinville  
28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

Références : IC260193  
Code AIOT : 0010000323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement PACCOR (ex COVERIS) implanté 10, Route de Roinville 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été diligentée dans le cadre de la cessation totale d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PACCOR (ex COVERIS)
- 10, Route de Roinville 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien
- Code AIOT : 0010000323
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise PACCOR située à Auneau-Bleury-Saint-Symphorien est un établissement de fabrication d'emballages plastiques, classé principalement au titre des rubriques 2661 et 2662 sous le régime de l'autorisation, en cours de cessation totale d'activité.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 30/01/2026, article R. 512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-66-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation des accès	Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-75-1	Sans objet
5	Surveillance de la nappe souterraine	AP Complémentaire du 16/10/2006, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité - Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement

afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

[...]

2° La mise en sécurité ;

[...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, **pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;**

#### **Constats :**

##### **VI du 30/01/2026 :**

L'inspection constate la présence de différents déchets, notamment :

- des déchets de polymères (soit environ 15 tonnes de granulats de polymères stockés sur palettes) ;
- des stocks de consommables (éléments packaging, étiquettes, sur conditionnement ...) ;
- 15 tonnes d'archives papiers (en cours de destruction) ;
- d'éléments métalliques (stockages de machines, silo ...) ;
- d'équipements électriques hors d'usage ;
- des cuves sous pression ;
- des bidons d'huiles divers ;
- 10 transformateurs dont 3 avec huile (les transformateurs de l'usine 3 : T3 et T4 ont été arrêtés / seul le transformateur T1 reste en fonctionnement pour les éclairages sécurité et alarme incendie) ;
- des palettes en bois ;
- 7600 tonnes de déchets industriels spéciaux (DIS) ;
- plusieurs tonnes de déchets industriels banals (DIB), notamment du bois et des ferrailles ainsi que du carton ;
- 7 tonnes d'eau glycolée ;
- une source radioactive présente sur la ligne 11. Il s'agit d'un système qui permet de mesurer les épaisseurs.

Les déchets dangereux sont actuellement stockés sur bac de rétention dans l'attente de leur évacuation.

L'exploitant a précisé que :

- les déchets dangereux seront évacués dans une filière adéquate par l'entreprise CHIMIREC fin mars 2026 ;
- les déchets industriels banals seront évacués par les entreprises VEOLIA et AUBIJOUX.
- une demande d'enlèvement a été réalisée il y a 1 mois pour le retrait de la source radioactive. Une déclaration de retrait a été effectuée auprès de l'ASN. Le prestataire est la société THERMO FISHER.

L'exploitant estime au jour de l'inspection qu'il lui reste 2 mois pour vider le site de l'ensemble des déchets.

**Constat : L'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation de l'ensemble des déchets en filières**

adaptées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. <b>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets justifiant de leur élimination dans des filières dûment autorisées.</b> En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Limitation des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité - Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : [...] 2° La mise en sécurité ; [...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : <b>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</b>
<b>Constats :</b>  <b><u>VI du 30/01/2026 :</u></b> L'inspection a constaté que le site était correctement clôturé le jour de l'inspection. L'exploitant a réalisé l'identification des points d'entrées et la vérification des fermetures et bas de portes. Il note 10 points identifiés et à améliorer. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection la réalisation de ces 10 points d'amélioration. Par ailleurs, le site est sécurisé par un système d'alarme relié à la société de télésurveillance Cinq-sur-Cinq. En cas d'intrusion, une procédure d'appel immédiat vers le personnel d'astreinte est activée. L'exploitant a par ailleurs précisé que des rondes de surveillance sont effectuées quotidiennement. Le dispositif prévoit une présence chaque nuit, complétée le week-end et les jours fériés par une ronde de jour et une ronde de nuit. Le contrat de prestation arrive à échéance et doit être renouvelé fin février 2026. <b><u>Constat :</u> Pas d'écart constaté.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/01/2026, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité du site - Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R. 512-75-1 du Code de l'environnement :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>[...]</p> <p><b>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u><b>VI du 30/01/2026 :</b></u></p> <p>L'inspection a constaté la présence de matières plastiques, bois, huiles, etc. qui contiennent des matières combustibles en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 10 transformateurs (dont 3 avec de l'huile - les transformateurs de l'usine 3 : T3 et T4 ont été arrêtés / seul le transformateur T1 reste en fonctionnement pour les éclairages sécurité et alarme incendie), d'éléments électriques, d'équipements (cuves) sous pression et 2 chaudières susceptibles de présenter un risque d'explosion et d'incendie.</p> <p>Toutefois, il convient de noter que le site bénéficie d'une protection par système d'alarme incendie, relié en permanence à une société de télésurveillance.</p> <p>Un contrat de dératisation est actif et régulièrement reconduit pour assurer la salubrité des locaux.</p> <p>L'exploitant a précisé que le contrat de vérifications périodiques des installations de sprinklage vient d'être reconduit.</p> <p><u><b>Constat :</b></u> L'exploitant n'a pas supprimé tous les risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</b></p> <p><b>L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des installations classées le contrat de</b></p>

<b>vérifications périodiques des installations de sprinklage qui vient d'être reconduit.</b>
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Attestation de mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p><b>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</b></p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>VI du 30/01/2026 :</u></b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis de calendrier associé à la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1 des terrains concernés du site PACCOR à Auneau. L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis d'attestation de mise en sécurité établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant a indiqué transmettre l'attestation de sécurité très prochainement.</p> <p><b><u>Constat :</u></b> L'exploitant n'a pas transmis d'attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR) du site</p>

PACCOR situé à AUNEAU.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Surveillance de la nappe souterraine**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/10/2006, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, EAU

**Prescription contrôlée :**

La société HUHTAMAKI FRANCE SA fait procéder à l'analyse semestrielle, en période de hautes et basses eaux, d'un échantillon de la nappe souterraine prélevé dans chacun des ouvrages de surveillance suivants : forage industriel PZ1 (site ONO PACKAGING SAS), piézomètre PZ2 (site ONO PACKAGING SAS), piézomètre PZ3 et PZ4 (site HUHTAMAKI FRANCE SA), repérés conformément au plan annexé au rapport de campagne analytique GINGER Environnement n° V02643 CH/CH du 17 janvier 2006.

Les molécules à rechercher, appartenant à la famille des composés organohalogénés volatils, sont les suivants :

Chlorure de vinyle	1,2-dichloroéthane
1,1-dichloroéthylène	Trichloroéthylène
Dichlorométhane	Dibromométhane
Trans 1,2-dichloroéthylène	Bromodichloroéthylène
1,1-dichloroéthane	Tétrachloroéthylène
Cis 1,2-dichloroéthylène	1,1,2-trichloroéthane
Bromochlorométhane	Dibromochlorométhane



Chloroforme	1,2-dibromoéthane
Tétrachlorure de carbone	Bromoforme
1,1,1-trichloroéthane	Trichlorofluorométhane

Les niveaux piézométriques sont relevés avant et après pompage.

Les prélèvements sont effectués par un laboratoire ou organisme extérieur conformément à la norme AFNOR FD-X 31 615 relative au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines dans un forage, publiée en décembre 2000 ; en particulier, en préalable au prélèvement, l'eau du piézomètre est renouvelée d'au moins 5 fois le volume et la hauteur de prélèvement dans la colonne d'eau est choisie au regard de la densité des molécules à analyser.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par les ministres chargés de l'environnement et/ou de la santé publique, conformément aux normes et méthodes analytiques en vigueur.

Les rapports de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse sont transmis dès réception au service d'inspection des installations classées, éventuellement assortis des commentaires appropriés.

La fréquence des analyses et les paramètres analytiques retenus pourront être modifiés à l'initiative de l'inspection des installations ou sur demande dûment motivée de la société HUHTAMAKI FRANCE après accord de l'inspection des installations classées.

## Constats :

### VI du 30/01/2026 :

Par courriel daté du 02/02/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection, le rapport Sites et Sols Pollués émis par la société SOCOTEC n° EN1D0/25/113 et daté du 08/12/2025.

Le rapport précise que " *conformément à son arrêté préfectoral, la société PACCOR a sollicité SOCOTEC Environnement en vue de la réalisation du suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son site d'Auneau (28).*

*Cet arrêté stipule qu'un suivi doit être réalisé deux fois par an :*

- *Pendant la période des hautes eaux (mars-avril) ;*
- *Pendant la période des basses eaux (octobre-novembre).*

*Le présent rapport traite de la deuxième campagne 2025, réalisée le 22/10/2024, en période de basses eaux. Les investigations de terrain ont consisté en la réalisation de deux prélèvements d'eaux souterraines, via des piézomètres déjà implantés sur le site d'étude.*

*Ces prélèvements ont été réalisés par une équipe de techniciens spécialisés SOCOTEC Environnement le 22 octobre 2025. Lors de cette campagne de suivi, les relevés de cotes piézométriques de la nappe ont permis de définir un sens d'écoulement des eaux souterraines au droit du site orienté vers le nord-ouest. Les résultats analytiques de cette deuxième campagne de 2025 (période des basses eaux de 2025) ont mis en évidence :*

- *L'absence de contamination en COHV sur l'ensemble des piézomètres ;*
- *La présence de trichlorofluorométhane en faibles concentrations comprises entre 0,37 et 0,83 µg/L. Celles-ci ont tendance à diminuer depuis les dernières campagnes de prélèvement.*

*Les valeurs mesurées lors de cette deuxième campagne de 2025 s'inscrivent dans la continuité des campagnes précédentes, avec une tendance globalement à l'absence de COHV mis en évidence dans les eaux souterraines sur l'ensemble des piézomètres depuis décembre 2023. On note tout de*

*même la réapparition de trichlorofluorométhane (fréon) en avril 2024 en faibles concentrations sur l'ensemble des piézomètres, ce qui laisse supposer à une possible contamination extérieure au site. Les concentrations en trichlorofluorométhane ont une tendance à la diminution de depuis les précédentes campagnes de prélèvement.*

*Ce rapport préconise la poursuite du suivi de la qualité des eaux souterraines afin valider l'absence de concentrations en COHV observée depuis décembre 2023, et la diminution des concentrations en fréon."*

L'exploitant a réalisé la surveillance de la nappe souterraine conformément à son arrêté préfectoral complémentaire du 16/10/2026.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

Toutefois, lors de l'inspection du 30/01/2026, l'exploitant a précisé qu'au regard de la cessation d'activité totale, il ne réaliserait plus de surveillance du piézomètre situé sur le site d'ATMOS (anciennement ONO PACKAGING).

L'inspection souhaite rappeler à l'exploitant que **les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/10/2006, applicable à son établissement PACCOR situé sur la commune d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien, le soumettent à l'obligation de contrôler la qualité des eaux souterraines (en amont du site notamment sur le site d'ATMOS anciennement ONO PACKAGING).** Dès lors, les analyses doivent perdurer sur le site d'ATMOS AUNEAU malgré la cessation d'activité totale.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement impose la transmission des ces données via l'application dédiée "Gestion Informatique des Données d'Autosurveillance Fréquente" (GIDAF). La déclaration par l'outil GIDAF est destinée à répondre aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation au titre des installations.

**Type de suites proposées : Sans suite**